

Taxes et redevances

Redevances des agences de l'eau

Les agences de l'eau (ou offices de l'eau dans les DOM) perçoivent une série de redevances sur certains usages de l'eau. Depuis la **LEMA** de 2006, de nouvelles redevances sur la modification des milieux aquatiques ont été introduites : stockage d'eau en période d'étiage ; obstacles sur les cours d'eau ; protection du milieu aquatique (ex-taxe piscicole) ; pollutions diffuses - produits phytosanitaires (ex-TGAP produits phytosanitaires) ; modernisation des travaux de collecte). Celles-ci s'ajoutent aux redevances existantes portant sur les prélèvements et les rejets (Art. **L. 213-10 et s.** et **R. 213-48-1 et s.** du code de l'environnement). Le produit de ces redevances est reversé par les agences sous forme d'aides dans le cadre des leurs **programmes pluriannuels d'intervention** (Art. **L. 213-9 à L. 213-9-3** et **R. 213-32** du code de l'environnement). Une part croissante de ces aides finance des actions d'étude et de recherche, d'information et de communication, et de gestion ou restauration des zones humides et des milieux aquatiques.

Nom de la redevance	Assiette de la redevance	Débiteur de la redevance	Montant de la redevance (€)
Redevance pour prélèvement d'eau	Volume d'eau prélevé en une année	Personne dont les activités entraînent un prélèvement sur la ressource en eau (sauf prélèvements d'eaux marines, cultures marines, réalimentation de milieux naturels)	Cours d'eau : - 1 ^{ère} catégorie : 0,0093-0,072 €/m ³ - 2 ^{ème} catégorie : 0,0006 à 0,144 €/m ³
Redevance pour pollutions des eaux (redevance domestique – redevance non domestique)	Pollution annuelle rejetée dans le milieu naturel égale à douze fois la moyenne de la pollution moyenne mensuelle et de la pollution mensuelle rejetée la plus forte.	Particuliers ou professionnels dont les activités domestiques ou non domestiques entraînent des rejets d'éléments de pollution dans le milieu naturel directement ou par un réseau de collecte.	- Pollution non domestique : variable selon éléments de pollution - Pollution domestique : 0,5 €/m ³ maximum
Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	Volume d'eau retenu, avant application d'abattements éventuels, pour le calcul de la redevance d'assainissement.	Personnes acquittant la redevance d'assainissement et dont les activités entraînent des rejets d'eaux usées dans un réseau public de collecte.	0,30 €/m ³ minimum
Redevance pour pollutions diffuses	Quantité de substances classées comme très toxiques, toxiques, cancérigènes, tératogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction ou dangereuses pour l'environnement contenue dans les produits.	Toute personne distribuant des produits phytosanitaires	0,9 €/kg pour les substances chimiques minérales 2 €/kg pour les substances dangereuses 5 €/kg pour les substances mutagènes, cancérigènes ou toxiques
Redevance pour stockage d'eau en période d'étiage	Volume d'eau stocké pendant la période d'étiage.	Toute personne qui dispose d'une installation de stockage de plus d'un million de mètres cubes et qui procède au stockage de tout ou partie du volume écoulé dans un cours d'eau en période d'étiage.	0,01 €/m ³ maximum
Redevance pour obstacle sur les cours d'eau	Produit, exprimé en mètres, de la dénivellée entre la ligne d'eau à l'amont de l'ouvrage et la ligne d'eau à l'aval par le coefficient de débit du tronçon de cours d'eau au droit de l'ouvrage et par un coefficient d'entrave.	Toute personne possédant un ouvrage constituant un obstacle continu joignant les deux rives d'un cours d'eau (sauf ouvrages assujettis à la redevance prélèvements).	150 €/m maximum
Redevance pour protection du milieu aquatique	Pêche	Personnes se livrant à l'exercice de la pêche	1 à 10 €/an + 20 € pour certains poissons

Sources : [art. L. 213-10-1 à L. 213-10-12](#) du code de l'environnement. Tarifs au 1^{er} janvier 2014.

[Télécharger le tableau en PDF](#)

Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations

L'objet de cette taxe est le financement des travaux de toute nature permettant de réduire les risques d'inondation et les dommages causés aux personnes et aux biens (Art. **L. 211-7, I, 1^o, 2^o, 5^o et 8^o et I bis** du code de l'environnement ; Art. **1530 bis, 1379 et 1379-0 bis** du code général des impôts).

La taxe peut être créée et perçue seulement:

- par les communes, sur délibération expresse de leur part ;
- par les EPCI se substituant aux communes membres, moyennant une délibération expresse de leur part ;
- par les métropoles se substituant à leurs communes membres.

En outre, les communes et EPCI ne peuvent créer cette taxe que pour l'accomplissement de la **compétence de gestion des milieux**

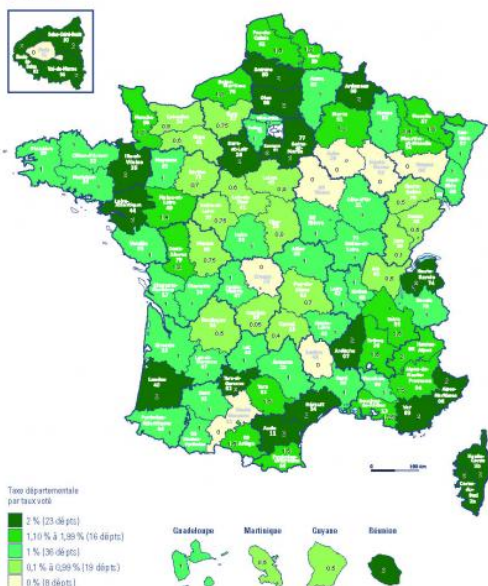
aquatiques et de prévention des inondations, c'est-à-dire pour financer les travaux, actions, ouvrages ou installations concernant :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris leurs accès ;
- la défense contre les inondations et contre la mer ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La taxe ne peut dépasser 40 euros par habitant, résidant sur le territoire de la commune ou de l'EPCI. Le produit de la taxe est exclusivement affecté aux charges de fonctionnement et d'investissement en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations.

Part départementale de la taxe d'aménagement affectée aux espaces naturels sensibles

Taux de la taxe départementale des espaces naturels sensibles
Année 2011



[Télécharger la carte en PDF](#)

Une part départementale de la taxe d'aménagement (ex- taxe départementale d'espaces naturels sensibles) peut être instituée sur délibération du conseil général dans le cadre de sa politique liée aux espaces naturels sensibles (Art. **L. 142-2**, **L. 142-11**, **L. 142-12** et **R*. 142-1 et s.** du code de l'urbanisme). La taxe est assise sur les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, les installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme (permis de construire ou permis d'aménager) ainsi qu'aux opérations soumises à déclaration préalable ou à permis de construire ayant pour effet de changer la destination des locaux (Art. **L. 331-1 et s.** du code de l'urbanisme). La taxe, une fois instaurée, est perçue dans tout le département. Son taux ne peut dépasser 2,5 % de la valeur par m² de la surface de plancher de la construction. Le produit de la taxe peut être utilisé pour inventorier, acquérir, gérer et ouvrir au public des espaces naturels, dont les zones humides, mais les hypothèses d'utilisation - obligatoire ou facultative - de la taxe restent strictement limitées par les textes.

Taxe sur les transports maritimes à destination d'espaces protégés

Une taxe est instaurée sur les transports publics maritimes à destination d'espaces protégés, tels que parcs nationaux, réserves naturelles, sites inscrits et classés, sites du Conservatoire du littoral, ports. La liste des espaces visée est une liste exhaustive. Le produit de la taxe est perçu par le Trésor public qui le reverse ensuite à la personne publique gestionnaire du site - établissement public ou collectivité locale (Art. **L. 321-12** et Art. **R. 321-11 à D. 321-15** du code de l'environnement ; **Arr. 22 déc. 2011, NOR : BCRD1135296A ; JO, 30 déc.**). Cette taxe s'applique notamment aux transports maritimes à destination de la réserve naturelle du Banc d'Arguin ou le site inscrit / site du conservatoire de l'île de Batz-sur-mer.

Taxe sur le passage de véhicule terrestre vers une île maritime



Une taxe sur le passage de véhicules vers une île maritime reliée par un ouvrage d'art peut être créée à l'initiative du Conseil général.

Le produit de la taxe est destiné à financer exclusivement des mesures de protection et de gestion des espaces naturels situés sur les îles concernées (Art. **L. 321-11** et Art. **R. 321-5 à R. 321-10** du code de l'environnement). Tel est le cas par exemple de l'île de Ré.

Taxe sur la francisation des navires

Le droit de francisation et de navigation perçue sur certains navires francisé ou véhicules nautiques francisés vient alimenter depuis 2007, le budget du Conservatoire du littoral (Art. **R. 332-38** du code de l'environnement ; Art. **223** du code des douanes), de même que la taxe sur les passages maritimes.